

Callac : une gauche haineuse veut m'empêcher de réintégrer les pompiers



Lettre à cette gauche haineuse et à cette droite intolérante qui veulent m'empêcher de sauver des vies et de réintégrer les pompiers

La nausée. Le dégoût. La rage et la colère aussi en [lisant l'article du journal local et militant \(à gauche\) Le Poher](#). J'étais au courant que le mardi 2 avril, à Callac, lors d'un conseil municipal ouvert au public, des élus municipaux, Laure-Line Inderbitzin en tête (ancienne adjointe démise de ses fonctions) s'étaient livrés à un festival de diffamations et de haine totale me concernant. En appelant avec toute une partie du conseil municipal à commettre une discrimination motivée pour des raisons politiques (ce qui est illégal, il faut le rappeler et qui est déjà en train d'être étudié par mes avocats, tout comme la diffamation publique).

Deux ans après, alors que la tension était retombée à Callac, que la fracture ouverte était en train de se résorber, voici que des gens ont voulu remettre de l'huile sur le feu. Hallucinant.

J'étais moins au courant qu'un canard local allait vouloir en profiter pour faire ses choux gras sur du flan, en plus de salir l'intégralité de la caserne des pompiers de Callac qui pourtant sacrifient nuits, week-ends, jours fériés pour venir en aider à la population depuis toutes ces années. Et qui en prennent plein la tête ce matin alors qu'ils n'ont absolument rien demandé à personne.

C'est franchement dégueulasse, mais avec ces idéologues de la gauche haineuse on commence à être habitué.

Mais reprenons point par point.

Le journaliste, sous la direction de la publication d'Erwan Chartier, ami de toute l'extrême gauche bretonne (mais ça, il ne l'assume ni ne l'affiche sur son journal) évoque d'abord « les menaces » dont auraient fait l'objet de ma part Laure-Line Inderbitzin et le maire de Callac à l'époque [du projet Horizon et de l'accueil de migrants](#), sujet que j'avais traité, comme M. Chartier, d'un plan journalistique (mais pas le sien).

De menaces, il n'a jamais été question. Il n'y a d'ailleurs aucune plainte, aucun PV, rien. À l'inverse par contre, j'ai moi-même reçu des menaces de la part de milieux antifascistes, menaces qui ont fait l'objet d'un dépôt de main courante pour protéger ma famille mais aussi pour laisser entendre ouvertement que mon domicile était sacré, et que ce serait une erreur grave si quelqu'un tentait d'y nuire.

Accuser quelqu'un de menaces, sans la moindre preuve, dans le vent, juste pour le salir, cela relève de la diffamation publique. Relayer ces accusations relève de la diffamation publique. À bon entendeur... (tout comme les propos mensongers, lunaires, qui ont été tenus durant le conseil municipal. Ils ont soigneusement été consignés, et seront à disposition de la justice le moment venu).

Le journaliste évoque ensuite ma condamnation pour **"injure publique en raison de l'origine, l'ethnie, la nation, la race**

ou la religion” et “diffamation envers particulier“. Précision ; j’ai fait appel, je ne suis, par conséquent, pas condamné (jugement suspensif). Une simple amende n’a par ailleurs jamais été inscrite dans un casier judiciaire ni donné lieu à une quelconque exclusion sociale. Enfin, le journaliste oublie de préciser que j’ai été jugé non pas pour avoir tenu les propos jugés, mais pour avoir interviewé quelqu’un qui était suspecté de les tenir. L’honnêteté intellectuelle, ce n’est visiblement pas le fort de la gauche.

Serais-je par ailleurs un « idéologue dangereux » ou pourrais-je « dérapier » en intervention chez les pompiers de Callac ? En 3 années d’engagement, et en milliers d’heures mises en disponibilité pour venir en aide à la population de Callac et de son canton, il n’y a jamais eu personne, ni pompier, ni victime, ni intervenant extérieur à avoir fait état du moindre propos politique, prosélyte, ou de la moindre tentative « d’entrisme » de ma part.

Pourquoi ? Parce que contrairement à la gauche politique, si je suis pompier, je ne suis pas militant, je ne cherche pas à convaincre l’autre, mais en l’occurrence ici à le sauver, à aider mon prochain. Mais aider son prochain, c’est visiblement erreur 404 dans la tête de ceux qui veulent ma peau, comme M. Morcet, adjoint au maire, qui hurle vent debout contre ma réintégration, mais dont on attend alors qu’il enfile son jogging et se précipite pour prendre ma place et s’engager, lui aussi, pour son prochain.

Le conseil municipal de Callac, tout comme l’article qui a suivi (peut être que d’autres arriveront), ressemblent à un lynchage public. À un de ces procès staliniens dont seule la gauche a le secret. On juge quelqu’un, on le salit, on ment, et on répand le mensonge jusqu’à la nausée, sans donner au principal concerné le pouvoir de se défendre. Il est condamné d’avance. Aucun appel, ni du journaliste en question, ni du conseil municipal pour indiquer qu’on évoquerait « mon cas » . Et ensuite on se drape des étendards de la lutte contre la

haine, contre le racisme, contre l'extrême droite pour se faire passer pour les gentils, alors que l'on vient tout simplement de vouloir condamner quelqu'un à mort.

Car ne vous y trompez pas chers lecteurs. Ils s'indignent du fait que je réintègre les pompiers, comme certains dénoncèrent mes engagements politiques [auprès d'employeurs jusqu'à licenciement ou non-embauche](#). Ils souhaitent dissoudre ou faire dissoudre les associations. Faire couper les possibilités de financement aux journaux, aux sites, aux initiatives qui ne leur plaisent pas. Ils veulent nous tuer socialement, économiquement, moralement, à défaut d'avoir le courage et la possibilité de le faire physiquement. Et à quoi s'attendent-ils ensuite ? À un sourire et à des fleurs ?

Je suis sidéré en lisant la réaction de Vincent Le Meaux, président de Guingamp Paimpol Agglomération, sur Twitter, qui s'étonne (voir ci-dessous) de ma volonté de réintégrer les pompiers.

 Post

Vincent Le Meaux
@vlm22

Suivre

Faire appel n'enlève pas le caractère infamant des propos que tient Breizh Info sur le net. J'en fais régulièrement les frais & je ne comprends pas comment un garçon pareil veuille s'engager comme citoyen pour le SDIS22. Le CCSPV doit étudier très vite ce cas avant la polémique.



Chartier-Le Floch @chartierlefloch · 5 h

La réintégration d'un militant d'extrême droite chez les pompiers de #Callac fait débat au conseil municipal !
lepoher.fr/les-pompiers-d...

21:54 · 03 avr. 24 depuis Plouëc-du-Trieux, France ·
232 Vues

3 reposts 3 J'aime



Découvrez plus

Trouvés sur X



Vincent Le Meaux @vlm22 · 1 h
Wouah, quelle dégringolade !



Mickaël Louédec @mlouedec1 · 1 h

Postez votre réponse



Ce Monsieur est payé avec nos impôts, dirige une agglomération et se comporte comme le plus adolescent des militants antifas.

Mais bien. Revenons à nos moutons. Oui, j'ai demandé à réintégrer les pompiers de Callac, après y avoir déjà servi 3 années. Pour aider une population locale abandonnée par ces mêmes autorités qui aujourd'hui voudraient possiblement me censurer et m'exclure sous les pressions d'une gauche haineuse, sectaire et intolérante. D'une gauche bien épaulée par sa « droite », il suffit d'entendre les déclarations lunaires de Lise Bouillot au conseil municipal, elle qui a toujours eu un souci manifeste avec les pompiers de Callac et qui semble surfer sur cette affaire pour régler des comptes.

Pour aider une population locale clairement en danger du fait d'un manque d'effectif, d'un manque d'engagement, d'un manque de recrutement. Et d'un effondrement du système de santé. Oui, c'est un engagement qui vient du cœur. Non, un pompier, par définition, ne fait aucune discrimination, aucun choix, aucune préférence, vis-à-vis de la personne à qui il vient en aide. Oui, oui, tout le monde, sans exception, avec la même envie de sauver, vous avez bien lu et entendu. Cela s'appelle la réponse d'urgence à apporter à une situation d'urgence. Et l'humanité, celle qui a déserté manifestement Madame Laure-Line Inderbitzin et ses collègues qui semblent préférer un SDIS en défaut de personnel à un SDIS composé y compris avec un individu (moi) qui ne leur plait pas idéologiquement.

Mais d'ailleurs, va-t-il falloir prouver qu'on est de gauche ou qu'on ne vote pas RN pour rentrer chez les pompiers ? Ou dans la fonction publique ? Les élus risqueraient tout de même d'être inquiets si des sondages politiques commençaient à être faits dans les administrations et les services, en Bretagne comme ailleurs...

Quoi qu'il en soit, je maintiens ma volonté de réintégration chez les pompiers de Callac. Qui eux, sont sur le terrain, pas dans le blabla, ni dans l'idéologie. Par principe d'ailleurs,

on ne sait même pas ce que pense politiquement le collègue avec qui on va sauver une vie. On s'en tamponne même, et heureusement d'ailleurs. On vous demande d'éteindre un feu, de sauver une vie, pas de valider le programme de Staline.

Je la maintiens, envers et contre toutes les salissures, les diffamations (qui seront systématiquement attaquées en justice), les attaques personnelles, les menaces. Je la maintiens, parce que mon énergie positive est au service de ceux, autour de moi, qui en ont besoin, et pas d'un petit cercle de nostalgiques des procès staliniens. Le mur de Berlin est tombé, et on a la fibre dans le canton de Callac pour en être informé.

Je le maintiens, et il n'y a que des fous pour laisser dire (comme j'ai entendu) qu'ils pourraient refuser à un pompier d'entrer chez lui, parce que la mauvaise étiquette politique, si son enfant de 20 mois étouffait. Un malaise cardiaque, un étouffement, une hémorragie n'ont pas d'étiquette politique, eux. Ni un accident de la route. Pas plus qu'un incendie.

Je ne suis une menace pour personne. Je ne fais pas d'entrisme. Je n'ai pas menacé qui que ce soit ni tenu les propos qui me sont imputés. Je ne me laisserai pas salir ni diffamer. Je serai par contre, comme n'importe quel homme, intraitable avec ceux qui me menaceraient, moi ou les miens.

Pour le reste, mon avenir est entre les mains de la direction du SDIS désormais, dans une période où le recrutement fait défaut (dans tout le département). J'espère que les cris d'une petite minorité, y compris influente, ne pèseront pas sur la volonté d'aider d'un homme et sur les besoins en personnel pour servir la population dans sa totalité.

Je n'ai jamais eu l'habitude de reculer, ce n'est pas aujourd'hui que je le ferai. À bon entendeur.

Yann Vallerie

PS : Que les élus de Callac (et leurs soutiens) qui plaident pour une discrimination politique, qui me diffament, ou qui me haïssent soient rassurés néanmoins. J'irais les sauver et les aider aussi, comme tout le monde, sans me poser de question, si un jour, je ne le souhaite pas pour eux, cela s'avérerait nécessaire.

Précision : les points de vue exposés n'engagent que l'auteur de ce texte et nullement notre rédaction. Média alternatif, Breizh-info.com est avant tout attaché à la liberté d'expression. Ce qui implique tout naturellement que des opinions diverses, voire opposées, puissent y trouver leur place.

Photo : DR

[cc] Breizh-info.com, 2024. Dépêches libres de copie et diffusion sous réserve de mention de la source d'origine